Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 96 (1987)
Heft: 12

Artikel: Le support de l'expérience
Autor: Ribaux, Claude
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682264

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le village Char Majid construit par la CRS sur un «killa», un tertre de refuge artificiel, a résisté aux flots.

La reconstruction au Bangladesh

Le support de l'expérience

Efficace, réalisable, durable, ni trop onéreuse, ni trop bon marché, voilà ce que doit être la reconstruction au Bangladesh dans les régions dévastées par les récentes inondations. Pour satisfaire à ces exigences, la CRS peut s'appuyer sur une expérience vieille de 15 ans dans ce pays qui détermine dans une large mesure la planification de son action.

Claude Ribaux

Faut-il baisser les bras et se dire: «Décidément, cela n'a aucun sens»? Avant que notre programme de reconstruction ne soit achevé, les plus grosses inondations jamais survenues de mémoire d'homme vont nous obliger à tout recommencer.

Des centaines de milliers d'hommes sont sans toit. La plupart d'entre eux travaillent à la journée, n'ont ni terre ni droits et sont touchés par toutes les intempéries, car leurs maisons ne résistent à aucune pluie tropicale. Nous leur distribuons du riz et d'autres aliments ainsi que des vêtements. Il est clair que ces biens vitaux les aident sur le moment, mais qu'en sera-t-il dans une année? Les prochaines moussons ne détruiront-elles pas à nouveau ces habitations qui viennent d'être reconstruites?

L'ampleur de la catastrophe est telle que l'on pourrait se résigner et croiser les bras. Mais ce serait faire preuve d'un manque de responsabilité grave. Il faut absolument trouver une solution pour la reconstruction, et c'est là que l'expérience peut nous guider. Voici ce qu'écrit le délégué CRS Hansruedi Brawand dans son rapport sur la reconstruction dans la région côtière:

«Les cocotiers, future protection contre l'érosion et source de revenus sûre, ont déjà été replantés. Ils sont protégés des dégâts que pourrait leur causer le bétail par des haies de bambous. Lors des inondations de septembre 1987, l'eau a presque atteint les plate-formes surélevées sur lesquelles sont construites les maisons. Aujourd'hui tous les étangs sont pleins et on voit partout nager des canards...

La plupart des familles ont construit des vérandas pour agrandir leurs maisons. Les bananiers et les buissons qui seront utilisés comme combustible poussent partout. Tout à l'entour, les rizières ont déjà reverdi.»

Il semble qu'ici au moins, 125 familles aient trouvé un endroit où habiter, qui leur assure une survie économique et une protection contre les inondations.

Quatre questions capitales

Reconstruire un habitat de ce type est un sérieux défi lancé aux personnes qui étudient le projet à la centrale CRS à Berne. Ils doivent sans cesse confronter leur projet à un certain nombre de critères d'évaluation qui sont:

● Efficacité

Nos programmes sont-ils efficaces par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés? Parviendrons-nous à motiver la population-cible, les chômeurs et les sans-abri, à prendre réellement en main le projet de reconstruction? Les mesures que nous avons prises correspondent-elles aux besoins prioritaires des plus pauvres?

● Rapport coût/bénéfice

Quel est le coût du programme? Quel rapport a-t-il avec l'aide apportée? Les maisons que nous construisons avec les personnes intéressées pour quelques centaines de francs chacune sont-elles trop chères par rapport à leur niveau de vie? Combien faudra-t-il investir pour atteindre également les villages éloignés?

● De la théorie à la pratique

Avant de commencer les travaux, nous élaborons avec nos partenaires dans ce projet des plans d'action précis. Sont-ils applicables dans la pratique?

● Durabilité

Dans le cadre de la collaboration avec nos partenaires locaux, il ne faut jamais perdre de vue que les investissements que nous consentons dans ces projets doivent avoir un effet durable. Notre soutien contribue-t-il à libérer à long terme un groupe de familles du processus de paupérisation croissante qu'il connaît? Les maisons seront-elles encore debout dans quelques années?

15 ans de présence ininterrompue au Bangladesh ont permis à la CRS d'acquérir une expérience d'une grande richesse. Dans quelle mesure cette expérience détermine-t-elle aujourd'hui la planification de l'aide apportée?

Où construire?

La solution la plus simple serait de reconstruire les maisons là où elles étaient. Mais ces endroits risquent d'être inondés à nouveau. De plus, beaucoup d'entre eux sont dévastés ou encore inondés. Il est donc important de choisir soigneusement les lieux où l'on bâtira les maisons CRS. Un terrain situé trop bas devrait être rehaussé jusqu'à un niveau où il ne sera pas atteint par les eaux. Il faut également le choisir à un endroit où il n'est pas exposé à l'érosion fluviale.

Cette mesure est une condition sine qua non pour que l'habitat reconstruit puisse durer.

A qui appartiennent les terrains?

Les ouvriers travaillant à la journée et qui ne possèdent pas de terrain sont généralement les habitants tolérés d'un petit lopin de terre appartenant à des familles mieux loties. Leur droit d'y habiter dépend exclusivement du bon vouloir du propriétaire et du paiement du loyer, il n'y a donc aucune garantie. Toutes les habitations que ces familles construisent appartiennent, en vertu de la loi, au propriétaire du terrain. Les maisons construites sur ces terrains avec les familles nécessiteuses ne sont pas leur propriété. Nous connaissons d'ailleurs des cas où des familles, à qui le gouvernement avait donné une maison, doivent aujourd'hui payer des redevances à un grand propriétaire foncier.

Pour la CRS il résulte de cette situation qu'il est capital, lors de chaque programme de reconstruction, de régler d'abord la question de la propriété. Il faut tenir compte du fait que des familles isolées ne sont généralement pas en mesure de résister à la pression des créanciers et qu'elles se verront forcées, à plus long terme, de vendre ce qu'elles possèdent. C'est pourquoi la seule solution sensée et durable est de regrouper les familles et de reconstruire les habitations sur des terrains dont le propriétaire légal est soit la Croix-Rouge, soit le groupe bénéficiaire.

Qui aider?

Le choix des bénéficiaires est un processus particulièrement douloureux qui est exposé à toutes les pressions possibles et imaginables. Quiconque relève le défi d'agir sur les causes de la pauvreté doit commencer par définir clairement la population qu'il veut toucher. Que quelques familles aisées se mêlent aux bénéficiaires, et le groupe entier tombe sous leur contrôle. Les possibilités d'un épanouissement indépendant sont alors fortement réduites. Il faut aussi tenir compte du fait que les gens très pauvres ont souvent beaucoup de difficultés à créer un environnement social sécurisant. Il faut donc éviter de détruire les réseaux de relations sociales existants; les personnes qui doivent s'établir à plus de trois ou quatre kilomètres de leur habitat antérieur perdent du même coup leurs places de travail et leurs contacts. Elles n'en sont que plus dépendantes à l'égard de l'aide qui leur est fournie.

Tous ces éléments déterminent la politique CRS suivante: les personnes bénéficiaires d'un programme de reconstruction sont définies selon des critères économiques et sociaux précis. Le choix des familles est examiné par des employés de la Croix-Rouge du Bangladesh étrangers à la région, cela afin d'éviter le népotisme. La priorité est donnée aux familles ne possédant pas de terrain, dont un membre au moins est capable de gagner sa vie et vivant dans les environs proches du lieu acquis pour la reconstruction.

Comment construire?

Pour des yeux habitués aux constructions suisses, toutes les maisons d'un village bengali normal ont l'air «pauvres». On risque alors d'offrir à des gens qui n'ont pas de terre des maisons semblables à celles des grands propriétaires fonciers. Les résultats d'une telle politique de construction ne se feraient pas attendre: jalousie, troubles sociaux et revente des nouvelles maisons sous la contrainte.

De l'autre côté de l'échelle, nous trouvons un type de maisons faites de quelques herbes séchées et d'une fragile structure de bambou, le tout surmonté d'une feuille de plastique faisant office de toit. Ces maisons-là n'ont aucune chance de résister à la saison des pluies. En outre, il est pratiquement impossible d'obtenir du terrain pour construire des maisons bon marché: en effet, la densité de la population est si forte au Bangladesh que le prix des terrains est très élevé. Personne ne cédera de terrain pour des constructions dans lesquelles rien n'est investi et qui ne sont pas durables.

La solution la meilleure trouvée jusqu'ici est celle d'une structure de bois ou de bambou supportant une plaque de tôle ondulée. On peut espérer une durée de vie d'au moins dix ans pour ces maisons-là. La construction est considérée comme un investissement, le prestige du bénéficiaire augmente parce qu'il a de la tôle au-dessus de la tête, et malgré cela, ce type de maison ne suscite pas la convoitise. Il faudra cependant trouver pour l'avenir d'autre matériaux de construction, car le bois et le bambou commencent à se raréfier au Bangladesh.

Comment éveiller l'initiative personnelle?

A de rares exceptions près, les bénéficiaires ne forment pas un groupe avant le choix de la CRS. Une fois ce choix fait, une première rencontre a lieu entre les familles qui, à partir de ce moment-là, vont prendre une part active au devenir de leur futur habitat. Tout d'abord, on dessine un plan: Qui va habiter où? Comment les toilettes doivent-elles être installées? Où mettre la pompe à eau? Quelles surfaces seront destinées à l'usage de tous? Comment seront faites les séparations entre les différentes maisons?

Dès le début des travaux, des questions litigieuses font leur apparition: Qui va transporter les matériaux de construction? Qui va aider la veuve à reconstruire? Que se passe-t-il lorsque quelqu'un ne vient tout simplement pas travailler? De quoi va-t-on vivre pendant les jours où l'on ne peut pas aller gagner de l'argent à l'extérieur car on est occupé à construire sa propre maison?

Dès que les bénéficiaires sentent qu'ils peuvent déterminer leur propre avenir, des idées personnelles surgissent, ils organisent un système d'épargne en commun, des groupes de femmes se forment et ces familles nouvellement installées deviennent toujours plus indépendantes économiquement.

Le travailleur social doit donc s'en tenir aux règles suivantes:

– Toute personne bénéficiaire (homme ou femme) participe aux décisions et aux travaux communautaires.
– Tous reçoivent une information sur les affaires importantes. Les connaissances

(Suite en page 23)

Un faubourg de Dacca en septembre 1987. Après les plus graves inondations jamais connues, les gens ont vécu pendant des semaines sur les toits. (Photos: Hansruedi Brawand)

(Suite de la page 11)
sont testées de temps à autre.
- Les travailleurs sociaux ne se substituent pas à la communauté pour prendre les décisions. Ils aident éventuellement à élaborer les critères de décision.

Que se passe-t-il après?

Si la CRS se retirait d'une région une fois les travaux terminés, il pourrait arriver que ces belles maisons soient aussitôt revendues. Car il est vrai que le bambou et la tôle, ça ne nourrit pas son homme. Donner une certaine assurance tant psychologique et sociale qu'économique à la population pauvre est indispensable pour que soient préservés les «villages» CRS. L'instrument qui s'est révélé le plus approprié pour développer ces qualités dans la population est l'application de programmes de petits crédits. Voici ce qu'en dit un délégué CRS:

«Les manières d'utiliser les petits crédits diffèrent beaucoup d'une famille à l'autre. Nous avons demandé aux gens dans les villages ce qu'ils avaient fait des crédits de 500 taka (25 francs) qu'ils avaient reçus. Certains achètent un peu de matières premières, du bambou, du fil ou de la laine, ou encore de la farine ou du sucre. Ils en font de nouveaux produits qu'ils revendent ensuite au marché... Mais la plupart d'entre eux achètent un sac de riz battu, le décortiquent puis le lavent pour le revendre plus tard avec un bénéfice de 15 à 20 taka (75 centimes à 1 franc pour trois jours d'un travail pénible...)»

Afin que les personnes bénéficiaires des programmes de reconstruction CRS puissent profiter de façon durable des investissements faits dans les matériaux de construction, ils doivent être soutenus pendant plusieurs années. □

(Suite de la page 15)
elle aussi et implique beaucoup de responsabilités.»

Le groupement «Campamentos Unidos AC» avec lequel la CRS collabore étroitement, a également constitué une Commission des finances, formée de trois jeunes femmes, rien de moins, chargées de la mission peu agréable d'analyser de façon exhaustive les systèmes comptables de tous les projets, de contrôler les dépenses et de rédiger les rapports économiques présentés aux agences financières. Cette Commission des finances dynamique et qui inspire le respect, a déjà obtenu des résultats très fructueux.

De simples mères de famille sont ainsi devenues des professionnelles dans différents domaines en n'ayant suivi que quelques cours de formation; c'est la nécessité de travailler pour aider qui en a fait de véritables diplômées.

La charge du travail repose sur les épaules des femmes, mais chaque jour un nombre plus important de jeunes et d'hommes adultes s'engagent eux aussi dans la reconstruction, répondant à l'appel des femmes qui désirent voir leurs familles s'intégrer de plus en plus à l'Organisation.

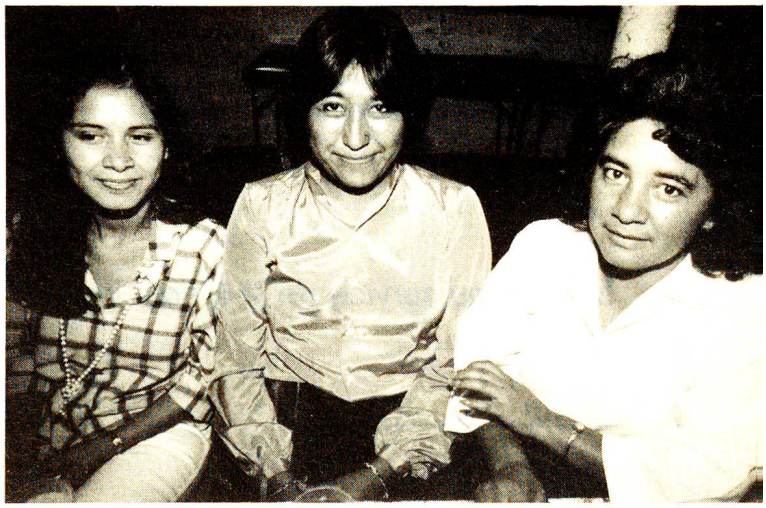
La reconstruction a eu des effets positifs même dans les familles qui n'ont pas encore résolu leurs problèmes de logement:

«Si nous avons réussi à reconstruire nos maisons, si nous luttons pour reconstruire nos vies, pourquoi ne pourrions-nous pas ouvrir un petit bistrot afin de récolter de l'argent pour les maisons qui manquent...?»

«Les architectes qui nous soutiennent nous ont démontré que les professionnels eux aussi étaient capables de s'engager à nos côtés, qu'ensemble nous pouvions apprendre beaucoup de choses et réaliser ce que nous avions décidé de réaliser...»

«Avant, je ne me consacrais qu'à la maison, mais maintenant, j'aime aller aux assemblées; on voit d'autres gens et c'est agréable de travailler ensemble...»

Mais le défi à relever est très lourd, les femmes n'ont pas toutes réussi à se libérer de leur tutelle. Des conflits ont éclaté dans certains couples à cause de points de vue divergents; des femmes ont dû quitter l'Organisation parce que leurs maris les y obligeaient, d'autres n'osent pas prendre de responsabilités parce qu'elles n'ont pas le temps, qu'elles ne s'en sentent pas capables ou qu'elles ne savent pas quoi faire. Beaucoup d'entre elles ont réussi tout de même à emmener leur mari, mais certains montrent encore une réticence. Un pas a toutefois été fait dans le sens que les hommes n'interdisent plus à leurs femmes d'assister aux assemblées ou de participer au travail.



La dynamique Commission des finances des «Campamentos Unidos». Ce n'est pas le travail qui manque. (Photos: Max Seelhofer)

Les activités qui ont été, et qui sont sans aucun doute, les plus riches en enseignements pour les femmes sont celles qu'elles ont déployées en faisant des démarches et en gérant toutes sortes de problèmes en rapport avec les projets: des démarches de caractère légal ou technique à la recherche de financement, en passant par l'exécution des chantiers, tout a contribué au bon déroulement des projets.

La femme chef de famille

Parmi d'autres projets, les femmes espèrent que dans le futur se réalise celui des coopératives de consommation qui pourraient être créées grâce aux fonds de rotation obtenus, et qui permettraient aux familles d'épargner sur le prix des biens de consommation et de production de base, leur donnant ainsi la possibilité de verser des cotisations au Fonds. En outre, elles prennent garde à l'entretien des immeubles reconstruits et continuent la promotion du développement social dans les «barrios» (quartiers).

La tragédie du mois de septembre 1985 à Mexico a eu comme conséquence positive, pour toutes les raisons exposées plus haut, une évolution sociale qui fera date dans l'histoire. Par ce processus, la structure familiale s'est modifiée, faisant de la mère aujourd'hui le chef de famille; d'autre part, le niveau culturel des gens humbles s'est élevé et ils ont appris à faire beaucoup de choses de façon systématique. Leur soif d'apprendre s'est éveillée et ne s'éteindra plus. Ils se sont rendu compte qu'ils étaient capables d'obtenir tout ce qui leur manquait auparavant, et cela uniquement grâce à leur volonté de s'engager et à la conscience qu'ils ont de leur solidarité. □